

Unité bidépartementale Calvados Manche
1 rue Recteur Daure
CS 6004
14000 Caen

Caen, le 30/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CALVADOS ROGER GROULT

clos de la Hurvanière
ST CYR DU RONCERAY
14290 Valorbiquet

Références : 2025-397
Code AIOT : 0003900336

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/06/2025 dans l'établissement CALVADOS ROGER GROULT implanté clos de la Hurvanière ST CYR DU RONCERAY 14290 Valorbiquet. L'inspection a été annoncée le 13/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CALVADOS ROGER GROULT
- clos de la Hurvanière ST CYR DU RONCERAY 14290 Valorbiquet
- Code AIOT : 0003900336
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Calvados Roger Groult est une distillerie de Calvados exploitée depuis cinq générations. Mme Estelle GROULT a repris la direction de l'entreprise depuis 3 ans environ.

L'ensemble du processus de fabrication a lieu sur place. La distillerie est isolée et entourée d'un verger appartenant à l'exploitant. Le pressage, la distillation et le vieillissement ont lieu sur site. La société employait 8 personnes en juin 2025, 2 départs en retraite étant prévus sous peu.

Cet établissement est encadré par un arrêté préfectoral (AP) d'autorisation d'exploiter de 1975, un second AP définissant le plan d'épandage pris en 1989 et un AP complémentaire du 12/06/19 portant sur la remise d'une étude d'incidence et une étude des dangers pour le 31/10/19.

Les installations visitées le jour de l'inspection sont les suivantes : le pressoir, la plateforme de réception des pommes, les cuves en inox à l'arrière de la distillerie, la distillerie, la cave Roger Groult, le chai Pierre, le chai Léon, la cave du pressoir, le stock de produits finis et l'unité de mise en bouteille, le stock avec l'IBC d'émulseur.

Thèmes de l'inspection :

- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Demande d'un dossier d'autorisation actualisé	Arrêté Préfectoral du 12/06/2019, article 1	Demande d'action corrective	6 mois
2	Etude de dangers - situation administrative du site	Code de l'environnement du 18/09/2018, article R 181-15-2-III	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Rétentions	Arrêté Ministériel du 25/05/2012, article 2.10 annexe I	Demande d'action corrective	6 mois
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 25/05/2012, article 4.2 annexe I	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Etude de dangers - analyse	Code de l'environnement du 18/09/2018, article R 181-15-2-III	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société Calvados Roger Groult a remis en 2022 à l'administration les étude d'incidence et étude de dangers demandées par l'arrêté préfectoral du 12/06/2019. La présente inspection a porté sur l'instruction de l'étude de dangers et a permis de vérifier par sondage certaines mesures de sécurité sur site.

Avant tout, il est nécessaire que l'exploitant révise, accompagné d'un bureau d'études spécialisé en matière de Code de l'Environnement, le classement de son site au regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, et fournisse, après réorganisation

éventuelle de ses stockages, un état des lieux précis sous 3 mois à l'inspection des installations classées. De ce classement découle la réglementation applicable.

Que le site, à l'issue de cette réorganisation, reste soumis à Autorisation ou passe sous le régime de la Déclaration au regard de la rubrique ICPE 4755, il sera nécessaire de mener certains travaux pour améliorer la sécurité du site :

- * l'exploitant doit disposer d'un état des stocks précis mis à jour régulièrement, de manière notamment à ce qu'en cas d'incendie, les services de secours aient des informations fiables pour pouvoir agir.

- * l'exploitant doit justifier que tous ses stockages d'alcools de bouche et constituants sont sur rétentions présentant un volume suffisant, en application de l'article 2.10 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 25/05/2012, ou proposer si ce n'est pas le cas sous 3 mois un plan d'actions avec échéancier.

A ce titre, il doit notamment mettre sur rétention de volume adapté les cuves inox susceptibles de contenir des liquides inflammables ou alcools de bouche ; au regard de l'étude de dangers fournie, des mesures de prévention sont à mettre en place pour éviter qu'un incendie au niveau de ces cuves inox ne s'étende sur le site. Toute disposition prise pour limiter la surface qui serait en feu est bonne. Par exemple un muret peut être construit tout autour des cuves inox susceptibles de contenir des alcools ou liquides inflammables, ce qui permettrait d'éviter qu'un incendie se propage sur le site, et permettrait donc d'améliorer la sécurité du site. La hauteur de ce muret doit être calculée pour que la rétention ait un volume au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

L'exploitant a 6 mois pour réaliser les travaux permettant de supprimer les effets domino générés en cas d'incendie de la rétention des cuves inox sur la distillerie et le bâtiment central contenant des chais.

- * l'exploitant doit également se rapprocher de la structure communale qui gère le poteau incendie situé en face de la distillerie pour obtenir, et fournir à l'inspection, les dernières mesures de débits de ce poteau, dans l'objectif de statuer si les quantités d'eau disponibles sur site sont suffisantes ou non pour faire face à un incendie sur ces installations.

- * L'exploitant a précisé en inspection qu'une procédure sur la gestion des situations d'urgence est en cours de rédaction et de diffusion auprès du personnel. En outre, la formation du personnel du site à la manipulation des extincteurs doit être renouvelée. Il précisera sous 3 mois les délais de mise en œuvre de cette formation et de la présentation de la procédure de gestion des situations d'urgence.

- * L'exploitant doit mener à son terme le projet indiqué dans l'EDD "en cours d'installation de détecteurs de fumée", pour que tout départ de feu puisse être détecté dans les meilleurs délais, ce qui est primordial dans la gestion des incendies.

- * Il s'assurera que l'ensemble des installations fixes du site (notamment les canalisations entre cuves de stockage et les cuves de stockage elles-mêmes) est relié à la terre conformément aux normes en vigueur.

- * Enfin, il doit prendre en compte les recommandations du document d'assistance à l'élaboration

du document relatif à la protection contre les explosions (DRPCE) élaboré par Bureau Veritas en décembre 2021.

D'autres demandes sont formulées dans le corps du présent rapport, qui nécessitent des réponses de l'exploitant dans les délais indiqués.

Une fois ces travaux réalisés, l'étude de dangers fournie par l'exploitant en 2022 permet de statuer sur une situation globalement acceptable en termes de maîtrise des risques, aucun phénomène dangereux étudié n'ayant des effets en dehors des limites de propriété du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Demande d'un dossier d'autorisation actualisé

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2019, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE
Prescription contrôlée : La société Calvados Roger Groult, dont le siège social est situé "Clos de la Hurvanière" à Valorbiquet (Saint Cyr du Ronceray) - 14290, doit élaborer et transmettre pour ses installations situées sur la commune de Valorbiquet un dossier d'autorisation actualisé comprenant : <ul style="list-style-type: none">- une étude d'incidence définie à l'article R181-14 du Code de l'Environnement- une étude des dangers définie à l'article R181-15-2-III du Code de l'Environnement. L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, au plus tard le 31 octobre 2019, une version informatique et une copie papier de ces documents en 2 exemplaires, accompagnés le cas échéant de l'échéancier de mise en oeuvre des nouvelles mesures.
Constats : Lors de l'inspection réalisée sur le site le 15 novembre 2021, la société Calvados Roger Groult s'est engagée à déposer l'étude d'incidence et l'étude de dangers demandées par arrêté préfectoral du 12/06/2019 pour mi février 2022. C'est ce qui a été fait puisque une étude d'incidence environnementale et une étude de dangers réalisées par Bureau Veritas Exploitation - Agence Normandie, datant de février 2022, ont été déposées auprès des services de l'inspection des installations classées le 22 février 2022. La présente inspection porte sur l'instruction de cette étude de dangers. Son analyse par l'inspection est reprise dans la suite et en annexe du présent rapport.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Demande n°1 :</u> La société Calvados Roger Groult a remis les étude d'incidence et étude de dangers demandées par l'arrêté préfectoral du 12/06/2019 ; toutefois, celles-ci ne sont pas accompagnées de l'échéancier de mise en oeuvre de l'ensemble des mesures nécessaires. Un tel échéancier est à fournir sous 6 mois.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Etude de dangers - situation administrative du site

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 18/09/2018, article R 181-15-2-III
Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III.(...) Le contenu de l'étude de dangers doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation, compte tenu de son environnement et de la vulnérabilité des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3. (...)</p> <p>Constats :</p> <p>Dans la révision de l'EDD déposée en 2022, la société Calvados Roger Groult indique être soumise à Autorisation, et détaille le classement de son site par rapport à la réglementation ICPE</p> <p>* Rubrique ICPE 2265-1 : fermentation acétique en milieu liquide (mise en œuvre d'un procédé de), le volume total des réacteurs ou fermenteurs étant supérieur à 100 m3 -> Autorisation L'exploitant déclare un volume total de cuves dédiées à la fermentation de 250 m3 (10 cuves de 250 hl chacune dédiées à la fermentation du mout sans ajout de levure)</p> <p>* Rubrique ICPE 2250-3 : production par distillation discontinue d'alcools de bouche d'origine agricole, la capacité de production exprimée en équivalent alcool pur étant supérieur à 0,5 hl/j et la capacité totale de charge des alambics étant inférieure ou égale à 50 hl -> Déclaration L'exploitant déclare une production journalière max de 25 hl d'alcool pur en période de distillation ; la charge totale des 3 alambics est de 20 hl.</p> <p>* Rubrique ICPE 4755 : Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool éthylique d'origine agricole, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables, lorsque le titre alcoométrique volumique est supérieur 40 %, la quantité susceptible d'être présente étant supérieure ou égale à 50 m3 et inférieure à 500 m3 -> Déclaration avec Contrôle L'exploitant déclare un stockage d'alcool en fûts et bouteilles de 310,9 m3. Stockage d'alcool en fûts avec un titre supérieur à 40 % :</p> <ul style="list-style-type: none"> . cave du pressoir : 152,13 hl . grande cave (chai Roger) : 542,03 hl . cave moyenne (chai Léon) : 64,70 hl . petite cave (chai Pierre) bas : 32,78 hl . petite cave (chai Pierre) haut gauche : 10,30 hl . petite cave (chai Pierre) haut droit : 4,40 hl . cave grenier SH : 22,26 hl . cave JP1 : 1300,75 hl . cave JP2 : 944,60 hl <p>Stockage d'alcool en bouteilles : 34,45 hl Total : 3 108,93 hl d'alcool pur</p> <p>Analyse de l'inspection : L'activité de distillation de calvados est à classer sous la rubrique ICPE</p>

2250, mais n'a pas à l'être sous la rubrique ICPE 2265 qui concerne plutôt les usines de fabrication de vinaigre par exemple. Par conséquent, le classement du site Calvados Roger Groult au regard de la réglementation ICPE est à revoir ; il semblerait que le site soit classé sous les rubriques 2250 et 4755, et non sous la rubrique 2265.

Ce classement sous les rubriques 2250 et 4755 avait d'ailleurs été déclaré par la société Calvados Roger Groult par courrier du 26/05/2016. Mais à l'époque, l'exploitant déclarait être sous le régime de la Déclaration sous la rubrique 2250, mais sous le régime de l'Autorisation sous la rubrique 4755 avec 850 m3 de stockage.

Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté un état des stocks (dans lequel il manque des unités) daté de fin août 2024, précisant qu'il y avait eu peu d'évolution depuis.

Dans cet état des stocks, l'exploitant tient compte de la quantité d'alcool pur contenu dans les fûts au vu du degré d'alcool de chaque alcool de bouche. Ce raisonnement n'est pas valable pour le classement du site au regard de la rubrique ICPE 4755.

Analyse de l'inspection : Pour déterminer le classement du site au regard de la rubrique 4755 de la nomenclature ICPE, c'est l'ensemble des quantités maximales d'alcools de bouche et leurs constituants susceptibles d'être présentes sur site qui sont à prendre en compte, dès lors que l'alcool contenu présente un titre alcoométrique volumique supérieur à 40%. Les informations indiquées dans le classement ICPE de l'étude de dangers sont à reprendre.

Selon cet état des stocks fourni en juin 2025, il y avait stockés sur site le 31 août 2024, 5188 hl de calvados et constituants, représentant 2619 hl d'alcool pur.

Au vu des 518,8 m3 d'alcools de bouche et constituants indiqués, voisins des 500 m3, le site est à la limite des régimes Déclaration et Autorisation au regard de la rubrique ICPE 4755.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°2 : Il est nécessaire que l'exploitant révise, accompagné d'un bureau d'études spécialisé en matière de Code de l'Environnement, le classement de son site au regard de la nomenclature ICPE, et fournisse, après réorganisation éventuelle des stockages, un état des lieux précis sous 3 mois à l'inspection des installations classées. De ce classement découle la réglementation applicable.

Demande n°3 : L'exploitant doit disposer d'un état des stocks précis mis à jour régulièrement, de manière notamment à ce qu'en cas d'incendie, les services de secours aient des informations fiables pour pouvoir agir.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Réentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/05/2012, article 2.10 annexe I

Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie

Prescription contrôlée :

Rétention des aires et locaux de travail et cuvettes de rétention

Tout écoulement accidentel d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est contenu à l'intérieur du local abritant l'unité de distillation ou canalisé vers une rétention extérieure.

Pour cela, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux.

Les matières recueillies sont de préférence récupérées et recyclées ou, en cas d'impossibilité, traitées conformément au point 5.7 et au titre 7. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Le volume de cette rétention ainsi que tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ou contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à la même cuvette de rétention.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'étanchéité du ou des réservoirs associés doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Constats :

Les inspecteurs ont constaté par sondage que des chais sont équipés d'un seuil surélevé par rapport au niveau du sol (marche de 15 cm selon l'étude de dangers), les séparant ainsi de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux.

Lors du tour terrain, les inspecteurs ont constaté que les 6 cuves inox extérieures ne sont pas sur rétentions adaptées. Elles sont entourées d'un muret, mais qui n'est pas construit sur toute la périphérie. Par conséquent, en cas de fuite, le liquide pourrait se répandre sur le site, et s'il s'enflamme, l'incendie serait plus difficile à maîtriser.

D'ailleurs, selon l'étude de dangers communiquée, un incendie au niveau des cuves inox serait susceptible d'entraîner des effets domino sur des installations voisines, la distillerie et le bâtiment central (contenant des chais).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°4 : L'exploitant doit justifier que tous ses stockages d'alcools de bouche et constituants sont sur rétentions présentant un volume suffisant, en application de l'article 2.10 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 25/05/2012, ou proposer si ce n'est pas le cas un plan d'actions avec échéancier.

Demande n°5 : L'exploitant doit notamment mettre sur rétention de volume adapté les cuves inox susceptibles de contenir des liquides inflammables ou alcools de bouche et constituants. Des mesures de prévention sont à mettre en place pour éviter qu'un incendie au niveau des cuves inox ne s'étende sur le site. Toute disposition prise pour limiter la surface qui serait en feu est bonne. Par exemple un muret peut être construit tout autour des cuves inox susceptibles de contenir des alcools ou liquides inflammables, ce qui permettrait d'éviter qu'un incendie se propage sur le site, et permettrait donc d'améliorer la sécurité du site. La hauteur de ce muret doit être calculée pour que la rétention ait un volume au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

L'exploitant a 6 mois pour réaliser les travaux permettant de supprimer les effets domino générés en cas d'«incendie de la rétention des cuves inox » sur la distillerie et le bâtiment central contenant des chais.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/05/2012, article 4.2 annexe I

Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie

Prescription contrôlée :

Moyens de lutte contre l'incendie

Les locaux à risque incendie sont équipés de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux, par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la limite des locaux se trouve à moins de 200 mètres d'un ou plusieurs appareils permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures. À défaut, une réserve d'eau destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis formel des services départementaux d'incendie et de secours ;
- d'extincteurs, répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, avec a minima deux extincteurs de type 144B par local de distillation, judicieusement disposés, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières présentent dans les locaux ;
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local.

Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Le personnel est formé à la mise en oeuvre de l'ensemble des moyens de secours contre l'incendie.
<p>Constats :</p> <p>Lors du tour terrain, les inspecteurs ont constaté qu'une réserve d'eau incendie a été installée sur le site, présentant un volume de 140 m3 selon l'exploitant, ce qui serait un plus évident en cas d'accident. Le SDIS 14 l'a réceptionnée en avril 2024.</p> <p>Celle-ci complèterait, les moyens en eau qui seraient délivrés par le poteau incendie situé sur le terrain public face à la distillerie, de débit 50 m3/h selon l'exploitant.</p> <p>Les inspecteurs ont également constaté par sondage différents extincteurs positionnés dans les différents bâtiments du site ; notamment l'extincteur O1 dont le dernier contrôle par la société I Protec extincteur, selon son affichage, date de septembre 2024.</p> <p>1 IBC d'émulseur, fluoré, est également sur site.</p> <p>Un kit avec du produit absorbant a aussi été vu, par sondage, dans le bâtiment du pressoir. contenant la presse.</p> <p>Analyse de l'inspection : Suivant la situation administrative du site, qui mérite des compléments de la part de l'exploitant (cf demande dans le corps du présent rapport), la stratégie de défense incendie du site peut être à revoir.</p> <p>Les quantités d'alcools de bouche et constituants stockées sur le site, et donc le classement du site au regard de la rubrique ICPE 4755, ont en effet un impact sur la robustesse de la stratégie de défense incendie que l'exploitant doit définir.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande n°6 :</u> L'exploitant doit se rapprocher de la structure communale qui gère le réseau incendie pour obtenir et fournir à l'inspection les dernières mesures de débits du poteau incendie situé en face de la distillerie.</p> <p><u>Demande n°7 :</u> L'émulseur sur site, fluoré, contient vraisemblablement des PFAS. L'exploitant doit prévoir de le changer, dans le contexte présenté dans un courrier de la DREAL Normandie du 25 avril 2025 repris en pièce jointe.</p> <p><u>Demande n°8 :</u> L'exploitant a précisé en inspection qu'une procédure sur la gestion des situations d'urgence est en cours de rédaction et de diffusion auprès du personnel. En outre, la formation du personnel du site à la manipulation des extincteurs doit être renouvelée. Il précisera sous 3 mois les délais de mise en œuvre de cette formation et de la présentation de la procédure de gestion des situations d'urgence.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 18/09/2018, article R 181-15-2-III
Thème(s) : Risques accidentels, EDD
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. L'étude de dangers justifie que le projet permet d'atteindre, dans des conditions économiquement acceptables, un niveau de risque aussi bas que possible, compte tenu de l'état des connaissances et des pratiques et de la vulnérabilité de l'environnement de l'installation. Le contenu de l'étude de dangers doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation, compte tenu de son environnement et de la vulnérabilité des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.</p> <p>Cette étude précise, notamment, la nature et l'organisation des moyens de secours dont le pétitionnaire dispose ou dont il s'est assuré le concours en vue de combattre les effets d'un éventuel sinistre. Dans le cas des installations figurant sur la liste prévue à l'article L. 515-36, le pétitionnaire doit fournir les éléments indispensables pour l'élaboration par les autorités publiques d'un plan particulier d'intervention.</p> <p>L'étude comporte, notamment, un résumé non technique explicitant la probabilité et la cinétique des accidents potentiels, ainsi qu'une cartographie agrégée par type d'effet des zones de risques significatifs.</p> <p>Le ministre chargé des installations classées peut préciser les critères techniques et méthodologiques à prendre en compte pour l'établissement de l'étude de dangers, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article L. 512-5.</p> <p>Pour certaines catégories d'installations impliquant l'utilisation, la fabrication ou le stockage de substances dangereuses, le ministre chargé des installations classées peut préciser, par arrêté pris en application de l'article L. 512-5, le contenu de l'étude de dangers portant, notamment, sur les mesures d'organisation et de gestion propres à réduire la probabilité et les effets d'un accident majeur.</p> <p>Pour les installations mentionnées à l'article L. 515-32, l'autorité administrative compétente accepte les informations équivalentes remises par le pétitionnaire, dès lors qu'elles répondent aux exigences du présent III.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a remis le 22/02/2022 l'étude de dangers actualisée de son site de Valorbiquet définie à l'article R181-15-2-III du code de l'environnement.</p> <p>L'instruction de l'étude par l'inspection des installations classées a été réalisée selon une démarche proportionnée aux enjeux au regard de la grille d'analyse du niveau de maîtrise du risque (dite grille MMR).</p> <p>L'annexe confidentielle 2 ci-jointe détaille l'analyse de ces documents et a permis de conclure :</p> <ul style="list-style-type: none"> • qu'au vu de l'étude de dangers déposée, aucune zone d'effet ne sort des limites de propriété du site • qu'une mise à jour des prescriptions pourra être menée afin de compléter les prescriptions imposées au site, dès lors que l'exploitant aura fourni des informations précises quant au classement du site au regard des rubriques ICPE, après réorganisation éventuelle des stockages. • que des améliorations de sécurité sont à apporter au site, au regard de l'inflammabilité des liquides qui y sont stockés. Cela concerne notamment la stratégie de défense incendie, les rétentions des alcools de bouche et de leurs constituants, etc. <p>Le cas échéant, des échanges sur la mise à jour de ces prescriptions auront lieu par la suite entre</p>

l'exploitant et l'inspection des installations classées, sur la base des compléments apportés. Cette mise à jour ne remet pas en cause l'instruction de l'étude de dangers sous réserve que l'exploitant mette en œuvre les dispositions mentionnées dans cette dernière.

L'inspection prend donc acte des informations figurant dans l'étude de dangers.

Comme mentionné ci-dessus, dans une démarche proportionnée aux enjeux, l'instruction a été menée sur des enjeux identifiés ou par sondage ciblés et n'a donc pas vocation à être exhaustive.

Enfin, en application notamment des dispositions des articles L.515-40 et R.515-99 du code de l'environnement, 7 et 8 de l'AM du 26/05/2014, relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées ainsi que les annexes I et III dudit AM, l'exploitant doit :

- mettre en place et entretenir l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers,
- mettre en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées également dans l'étude de dangers.

Tout écart par rapport aux éléments contenus dans l'étude des dangers rappelés ci-dessus est susceptible d'entraîner des suites administratives ou pénales.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°9 : De l'instruction de l'étude de dangers, il ressort la nécessité de répondre sous 6 mois aux remarques suivantes :

*** L'exploitant doit mener à son terme le projet indiqué dans l'EDD "en cours d'installation de détecteurs de fumée", pour que tout départ de feu puisse être détecté dans les meilleurs délais, ce qui est primordial dans la gestion des incendies.**

*** Il s'assurera que l'ensemble des installations fixes du site (notamment les canalisations entre cuves de stockage et les cuves de stockage elles-mêmes) est relié à la terre conformément aux normes en vigueur.**

*** Enfin, il doit prendre en compte les recommandations du document d'assistance à l'élaboration du document relatif à la protection contre les explosions (DRPCE) élaboré par Bureau Veritas en décembre 2021.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois